

Châteaulin

Livbag. La direction déjà sous pression

29 avril 2009 -

•

En débrayant massivement et en filtrant l'accès à l'usine, les salariés de Livbag ont annoncé la couleur hier, au lendemain de l'annonce de la suppression de 133 postes. Un premier coup de semonce qui risque d'en appeler d'autres.

Pneus cramés, camions des fournisseurs bloqués au rond-point précédant l'usine, premières bâches tendues pour le ravitaillement: les salariés n'ont pas tardé à faire parler la poudre après l'annonce officielle de la suppression de 133 postes. Dès l'embauche, à 5h, les plus déterminés étaient déjà sur le piquet de grève. Un mouvement qui s'est déclaré de manière spontanée et qui a même pris de court les syndicats, à commencer par le plus modéré d'entre eux, la CFDT, chahutée dès la veille pour son approche du conflit jugée un peu trop consensuelle. «Aujourd'hui, c'est un premier coup de semonce. On est là pour dire à la direction: si vous croyez que l'on va se laisser marcher dessus et accepter de se faire voler notre emploi pour des clopinettes, vous vous mettez le doigt dans l'oeil», témoignait un salarié, affranchi de toute étiquette syndicale. Et il est vrai que la démonstration de force a sans doute dérouté un tant soit peu une direction qui, ces derniers mois, alors que la CGT et la CFTC tentaient péniblement d'alerter leurs bases sur un possible plan social, s'était habituée à des débrayages de 20 personnes. Bref, on est passé dans une autre dimension et la direction devra sans doute en tenir compte, au moment de négocier pied à pied avec le comité d'entreprise, dans une vingtaine de jours.

Préalables à de nouvelles négociations

Selon Martial Le Moine, de la CGT, qui a rencontré la direction hier matin, il y a déjà une petite inflexion dans le discours de Stéphane Vadié, le directeur des Ressources humaines, quand il affirme que «tout reste négociable». «On lui a clairement signifié deux-trois choses qui conditionnent toute négociation. D'abord, on souhaite que soient enlevés du PSE tous les critères discriminatoires, comme les jours de maladie ou d'absence. Ça, c'est du délit de sale gueule» Autre revendication: «Que les montants de la prime de départ ne soient pas dégressifs en fonction de la date de positionnement des salariés. Ça, c'est du chantage pur et simple»! Enfin, dernier préalable, et pas des moindres: «Que les enveloppes allouées pour les candidats au départ soient relevées à des niveaux qui soient en rapport avec ce que nous avons fait gagner à la boîte, pour mémoire, 240millions d'euros de bénéfices ces cinq dernières années».

Opération escargot vendredi

En début d'après-midi hier, avec l'accord du maire, une assemblée générale s'est tenue dans la salle municipale François-Mitterrand, sous l'impulsion d'un comité de coordination en cours de création. Les 200 salariés, venus aux nouvelles, sont à peu près tombés d'accord sur l'idée de maintenir le blocus à l'entrée de l'usine jusqu'à hier soir, 21h. Ils ont également adhéré à l'idée de mener une opération escargot, vendredi, dès 8h, au départ de Pont-de-Buis et en direction de Quimper, pour se joindre à la manifestation, organisée dans le cadre du 1erMai. La suite du mouvement semble

encore au stade de l'ébauche. Parmi les pistes évoquées, hier, une grève du zèle. «On vient au travail, mais on appuie sur le frein». Pas sûr que les chefs de ligne ou de service, réquisitionnés hier pour surveiller discrètement le mouvement, soient totalement d'accord.

•

PSE. Décryptage par la CFDT

?? l'initiative de la CFDT du Finistère, une demi-journée d'information sur le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) s'est tenue, lundi, au Vieux-Bourg. Pas inutile par les temps qui courent.

Ne dites plus «Plan de licenciement» mais «Plan de sauvegarde de l'emploi». Deux expressions bien différentes aux effets absolument similaires. Pour Patrick Jagaille, permanent au sein de la CFDT du Finistère, qui animait, lundi, la demi-journée d'information, «Plan de sauvegarde de l'emploi, c'est une nouvelle appellation toute propre qui fait référence à quelque chose qui ne l'est pas». Et le chargé de l'information de la CFDT de saluer ceux qui, dans la salle, venaient d'en faire les frais, comme les salariés des entreprises Cummins et Novatech, sans oublier, «bien sûr, ceux de Livbag».

«Armés pour faire face»

Pour les autres délégués syndicaux présents, cette demi-journée, «programmée du fait de l'actualité», était l'occasion d'en «apprendre un peu plus» sur ce fléau social qui, en ces temps de crise, plane comme une épée de Damoclès au-dessus de bon nombre d'entreprises et d'emplois. Car, «si nous ne sommes pas concernés, nous le craignons», exprime l'un d'eux. «Nous voulons que nos élus soient le mieux armés possible pour faire face à une telle éventualité, précise encore Patrick Jagaille. Pour, principalement, limiter le nombre de licenciements et favoriser un maximum de reclassements». D'où le décryptage exhaustif, proposé lundi, du schéma de procédure d'un PSE et des modalités de contestation qui s'offrent aux employés en cas de «faille» dans le dossier. Le tout, jour après jour (de J-3 à J+75, dans le cas de procédure de licenciement de plus de 250salariés) et adapté aux nombreuses variantes que l'on retrouve d'une entreprise à l'autre (nombre de salariés, existence d'un CE et représentation du personnel ou non, etc.). En sachant qu'un «recours à un expert-comptable permet de prolonger de 21jours les négociations et d'obtenir une réunion supplémentaire du CE. Nous le recommandons systématiquement car c'est autant de temps supplémentaire pour approfondir le dossier et s'assurer que le PSE se justifie», comme l'explique Jean-Luc Nicolas, secrétaire du syndicat chimie énergie Bretagne CFDT, auquel est rattaché celui de l'entreprise pont-de-buisienne où la décision de recourir à cette possibilité venait d'être prise...

•

La phrase qui tue : Livbag n'est pas éternel

Petite confidence du maire, à la délégation de salariés qu'il a reçue hier matin. «Je me suis entretenu récemment avec les dirigeants de l'entreprise. Ils m'ont clairement dit que Livbag n'était pas éternel à Pont-de-Buis». Des propos qui se sont répandus comme une traînée de poudre, hier, sur le piquet de grève. «??a rejoint ce qu'ont vécu nos collègues d'AKF, autre site du groupe à Gournay (76). Là-bas, ils ont eu deux plans sociaux en quatre mois et on n'est pas à l'abri de pareille mésaventure», rapportait Martial LeMoine.

•

Le maire déroule le tapis rouge.

Les syndicats souhaitent un espace extérieur à l'usine pour organiser des réunions ou des entretiens, via la cellule de reclassement. «Pas de problème», a répondu Roger Mellouët, interpellé sur cette question par une délégation de salariés (Notre photo). Il propose notamment la salle de la mairie annexe de Quimerc'h, proche de l'usine. En outre, les salariés pourront également jouer ponctuellement de la salle François-Mitterrand, comme ce fut le cas dès hier, pour organiser des assemblées générales.

Les profs du lycée des métiers solidaires.

Quatre profs CGT du lycée des métiers de Pont-de-Buis, ont rejoint le piquet de grève, hier, à la pause de midi, pour afficher leur solidarité avec les salariés. «C'est une façon pour nous de vous renvoyer la pareille. Il y a quatre ans, quand on était au bord de la fermeture, vous étiez là. Et si on peut vous aider, on sera là, nous aussi». ?? écouter certains témoignages hier, les commerçants de la commune seraient aussi disposés à afficher leur solidarité.

Un communiqué de Véronique Hériaud.
«Le gouvernement n'a pas encore pris la pleine mesure de la crise économique et sociale à laquelle le pays est confronté. Le chômage continue de s'envoler, le couperet tombe aussi en Finistère. Les salariés de Novatech, des kaolins, de Livbag sont les dernières victimes, sans parler de toutes les petites entreprises qui subissent, elles aussi, la crise de plein fouet, ou les services publics toujours plus menacés», indique Véronique Hériaud, conseillère régionale socialiste, dans un communiqué, en invitant à manifester sa colère, vendredi, dans les cortèges du 1er mai.

Serop Concept à Briec au bord du dépôt de bilan.

Depuis bientôt un mois, Serop Concept, 104 salariés à Briec, bénéficie d'une mesure de sauvegarde et une procédure est engagée pour le licenciement de neuf salariés. Une conséquence directe de la baisse d'activité de Livbag depuis le début d'année. «Ils sont au bord du dépôt de bilan, il serait bon d'organiser des actions conjointes», propose Martial Le Moine, délégué CGT.